b) Les sommes qui pourront être nécessaires pour faire face aux engagements de dépenses dûment autorisés conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale, en particulier la résolution 38/237 du 20 décembre 1983, relative aux dépenses imprévues et extraordinaires, étant entendu que le Secrétaire général demandera, dans le projet de budget, des crédits pour rembourser le Fonds de roulement;

c) Des sommes qui, jointes aux montants nets avancés pour le même objet, ne dépassent pas 200 000 dollars, afin de continuer d'alimenter le fonds d'avances remboursables destiné à financer divers achats et opérations amortissables, étant entendu que des avances en sus du total de 200 000 dollars pourront être accordées avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;

d) Avec l'assentiment préalable du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, les sommes qui pourront être nécessaires pour couvrir le versement anticipé de primes d'assurance si la période d'assurance se prolonge au-delà de l'exercice biennal au cours duquel le versement est effectué, étant entendu que le Secrétaire général demandera dans le projet de budget de chaque exercice biennal des crédits à cet effet pendant toute la durée des polices, afin de couvrir les sommes dues au titre de l'exercice biennal;

e) Les sommes qui pourront être nécessaires au Fonds de péréquation des impôts pour faire face à ses obligations courantes en attendant qu'il soit crédité des sommes qui doivent venir l'alimenter, étant entendu que les avances ainsi faites seront remboursées dès que le Fonds de péréquation des impôts sera crédité des sommes suffisantes;

6. Au cas où la somme prévue au paragraphe 1 ci-dessus serait insuffisante pour faire face aux besoins de trésorerie qui sont normalement couverts par le Fonds de roulement, le Secrétaire général est autorisé à utiliser pendant l'exercice biennal 1984-1985 des sommes qu'il prélèvera sur les fonds et comptes spéciaux commis à sa garde, aux conditions que l'Assemblée générale a approuvées dans sa résolution 1341 (XIII) du 13 décembre 1958, ou sur le produit d'emprunts autorisés par l'Assemblée.

104^e séance plénière
20 décembre 1983

38/239. Régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1562 (XV) du 18 décembre 1960, 1925 (XVIII) du 11 décembre 1963, 2367 (XXII) du 19 décembre 1967, 2890 A (XXVI) du 22 décembre 1971, 3193 A (XXVIII) du 18 décembre 1973 et 3537 A (XXX) du 17 décembre 1975, relatives au régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹⁰⁶ et le rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires¹⁰⁷,

¹⁰⁶ A/C.5/38/27, par. 86 à 106.

¹⁰⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-huitième session, Supplément n° 7A (A/38/7/Add.1 à 23), document A/38/7/Add.23.

Décide de modifier le règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice comme il est indiqué dans l'annexe à la présente résolution, avec effet au 1^{er} janvier 1984.

104^e séance plénière
20 décembre 1983

ANNEXE

Modifications apportées au règlement concernant le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice

Article premier

PENSION DE RETRAITE

Remplacer dans tous les cas «soixante-cinq ans» par «soixante ans». A l'alinéa *a* du paragraphe 1, remplacer «cinq ans de service» par «trois ans de service».

Article II

PENSION D'INVALIDITÉ

Remplacer le paragraphe 2 par le texte suivant :

«2. Le montant de la pension d'invalidité est égal au montant de la pension de retraite à laquelle le membre de la Cour concerné aurait eu droit s'il était resté en fonctions jusqu'à l'expiration du mandat pour lequel il avait été élu, étant entendu toutefois que ce montant ne peut être inférieur au quart du traitement annuel.»

Article III

PENSION DE VEUVE

Aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 3, remplacer «l'âge de soixante-cinq ans» par «l'âge de soixante ans».

Article IV

PENSION D'ENFANT

A la dernière ligne de l'alinéa *a* du paragraphe 1, remplacer «1 200 dollars par an» par «un trente-sixième du traitement annuel de base».

Ajouter un nouveau paragraphe 3 ainsi conçu :

«3. La limite d'âge stipulée au paragraphe 1 ne s'applique pas si l'enfant est frappé d'incapacité à la suite d'une maladie ou d'un accident, et la pension continue d'être versée tant que l'enfant reste atteint d'incapacité.»

Article V

DISPOSITIONS SPÉCIALES

Supprimer cet article.

Article VI

DÉFINITIONS

Renommer cet article, qui devient l'article V.

Remplacer le paragraphe 2 de cet article par le texte suivant :

«2. On entend par «traitement annuel» le traitement annuel de base, à l'exclusion de toutes indemnités, fixé par l'Assemblée générale, que percevait le membre de la Cour au moment où il a cessé ses fonctions.»

Article VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Renommer cet article, qui devient l'article VI.

Remplacer le paragraphe 3 par le texte suivant :

«3. Le Président de la Cour et le Secrétaire général arrêteront les modalités d'application du paragraphe 3 de l'article IV et établiront une table des facteurs de réduction actuarielle après avoir pris l'avis d'un ou de plusieurs actuaires qualifiés.»

Article VIII

APPLICATION ET DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Renommer cet article, qui devient l'article VII.

Remplacer tout l'article par le texte suivant :

«1. Le présent règlement est applicable, à compter du 1^{er} janvier 1984, à tous les membres de la Cour en fonctions à cette date ou après cette date, ainsi qu'à leurs ayants droit et aux bénéficiaires de pensions servies en vertu des articles III ou IV du règlement approuvé le 19 décembre 1967.

«2. Les pensions servies seront automatiquement révisées selon le même pourcentage et à la même date que les pensions futures.

«3. Les pensions des anciens membres de la Cour qui ont cessé leurs fonctions avant le 1^{er} janvier 1968 ou celles de leurs ayants droit continueront d'être régies par le règlement approuvé par l'Assemblée générale dans ses résolutions 1562 (XV) ou 1925 (XVIII); toutefois, dans leur cas, les dispositions révisées de l'article III approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 2367 (XXII) et les modifications de l'article IV qui en découlent continueront à s'appliquer à toutes les pensions concernées, quelle que soit la date à laquelle elles ont commencé à être payables.»